

# Conseil canadien sectoriel de la chaîne d'approvisionnement

## Rapport de situation Octobre 2006

### Première réunion de type traditionnel du conseil d'administration

La première réunion de type traditionnel du conseil d'administration du Conseil canadien sectoriel de la chaîne d'approvisionnement s'est déroulée lors d'une journée où il y avait beaucoup à accomplir; il a fallu de la diligence et – beaucoup d'organisation. Les directeurs et les invités se sont rencontrés pendant presque toute la journée du vendredi 20 octobre afin de finaliser toutes sortes de tâches et de démarrer la mise au point d'un plan stratégique qui guidera le Conseil au cours des 18 prochains mois.

Environ 30 personnes de partout au Canada ont participé à la réunion, ce qui traduit l'intérêt élevé du secteur pour le travail qu'a entrepris le Conseil. En plus des membres du conseil d'administration, des dirigeants de différentes associations liées à la chaîne canadienne d'approvisionnement, des membres de l'ancien Comité canadien des compétences en logistique – le prédécesseur du CCSCA – et des conférenciers invités étaient au nombre des participants.

En tant que directeur administratif, Kevin Maynard a fait remarquer, dans son rapport au conseil d'administration, que l'établissement de relations était au centre des activités du Conseil; en reliant les intervenants du secteur, comme il a été fait au cours de cette réunion, le Conseil est bien préparé pour remplir son mandat et atteindre ses buts.

Parmi les tâches à accomplir, il y avait l'acceptation officielle des directeurs et des membres du comité, la révision et l'approbation des règlements, la révision et l'approbation des budgets de l'infrastructure de base et des projets, l'approbation des plans financiers. Maintenant que le CCSCA a apporté la touche finale à ces éléments d'administration et à d'autres, il peut se concentrer sur le développement stratégique et la mise en application, passer de l'étude à l'action, à mesure que nous élaborons des projets et que nous développons des concepts en vue de financement futur.

### Exposé de l'ACS : Le travail des conseils sectoriels est unique, nécessaire et bien reçu

L'Alliance des conseils sectoriels, auprès de laquelle le CCSCA a déposé une demande d'adhésion pleine et entière, est constituée de plus de 30 membres. Son directeur administratif, Andrew Cardoso, a fourni un aperçu du travail accompli par l'ACS et les conseils pris individuellement.

L'une des responsabilités de l'ACS est de rendre les conseils visibles auprès de tous les partis politiques afin que le programme des conseils sectoriels ne soit pas affecté lorsque survient un changement de gouvernement. Le gouvernement conservateur actuel se montre de plus en plus coopératif envers le programme; la parution de l'ACS devant des comités gouvernementaux de travail et des réunions avec RHDCC ont montré que le gouvernement est de notre côté. Tous les partis politiques actuels soutiennent le programme.

Les conseils membres travaillent étroitement avec des partenaires de l'industrie pour répondre aux enjeux propres à leur secteur en matière de ressources humaines. La pénurie de main d'œuvre est l'un des problèmes importants qui affectent de nombreux secteurs au Canada; les conseils, avec leurs solutions pratiques et leur approche directe, travaillent pour faire la différence qui permettra aux entreprises canadiennes d'être plus concurrentielles à l'échelle internationale.

Pendant deux ans et demi, le CCSCA a joué un rôle à l'ACS en tant que conseil sectoriel en développement. Sa demande d'adhésion en tant que membre à part entière fera l'objet d'un vote au cours d'une réunion de l'ACS qui aura lieu en février 2007. La décision de l'ACS n'affectera en rien les relations du Conseil avec RHDCC ni le financement qu'il en reçoit.

Pour en apprendre davantage sur l'ACS ou sur les conseils membres, consultez le [www.councils.org](http://www.councils.org).

## **L'Initiative et la porte du corridor de transport canadiens de l'Asie-Pacifique – Création d'un avantage concurrentiel**

Barbara Gibbon, économiste principale par intérim chez Transports Canada, a parlé du travail accompli par le gouvernement du Canada dans cette importante initiative. Transports Canada reconnaît que la chaîne d'approvisionnement et le transport sont essentiels à l'avantage concurrentiel et que les entreprises canadiennes doivent composer avec des entreprises asiatiques dont la présence sur les marchés s'accroît à un rythme phénoménal. C'est pourquoi Transports Canada met en œuvre un plan de développement à long terme pour faire face à l'influx de produits asiatiques et permettre aux manufacturiers canadiens d'accroître leur part de marché.

La croissance de la production asiatique n'est pas seulement un défi, mais représente aussi des possibilités pour le Canada : en théorie, notre situation géographique est avantageuse. Actuellement, la plupart des navires asiatiques transitent par les É.-U., mais si nous pouvions améliorer notre réseau de transport par une approche à l'échelle du réseau de l'initiative, le Canada s'approprierait une plus grande portion de ce commerce dans les ports de l'ouest du pays.

Ce projet national vise les besoins en matière d'infrastructure des quatre provinces de l'Ouest canadien. Le projet se penchera sur les besoins dans le domaine du transport, sur la fiscalité et sur les procédés d'opération. Par exemple, le 1<sup>er</sup> novembre, au cours d'une réunion qui aura lieu à Vancouver, et à laquelle participera le CCSCA, des questions relatives au marché de la main-d'œuvre seront examinées.

L'investissement dans les routes et les autoroutes, ainsi que dans les infrastructures portuaires, s'inscrit dans cette initiative. On prévoit aussi la création d'une voie de transport pour la distribution des produits asiatiques, un investissement dont profiteront les manufacturiers canadiens. De plus, le transport par voie maritime sur le St-Laurent jusqu'à Hamilton, en Ontario, fait l'objet d'une attention particulière de Transports Canada, ce qui réduirait la pression sur les routes et les voies ferroviaires d'une région grouillante d'activité, une autre façon d'aider les entreprises canadiennes à régler leurs problèmes de transport.

Barbara Gibbon, de Transports Canada, a demandé au CCSCA d'examiner les enjeux en matière de compétence et les activités clés qui pourraient améliorer la capacité concurrentielle du Canada. Lors de la réunion, elle a posé les questions suivantes à l'auditoire :

- Quels compétences et enjeux importants en matière de ressources humaines posent actuellement un défi au secteur de la chaîne d'approvisionnement?
- À quel rang se classent-ils en fait de priorité?
- Quelle portée ces enjeux ont-ils sur la capacité du secteur de la chaîne d'approvisionnement de répondre à d'éventuelles demandes de services dans le contexte de l'Initiative et la porte du corridor canadien de l'Asie-Pacifique?
- Quelles initiatives clés pourraient être entreprises par l'industrie, les associations et les gouvernements pour régler les problèmes de compétences et de marché du travail dans le secteur de la chaîne d'approvisionnement? Où les investissements modestes pourraient-ils être le plus efficaces et comment l'industrie, les associations et les gouvernements pourraient-ils en tirer le plus grand bénéfice?

Vos réponses à ces questions seront utiles au Conseil; une synthèse des réflexions de nos intervenants sera présentée par le CCSCA à la réunion avec Transport Canada qui aura lieu le 1<sup>er</sup> novembre. Veuillez envoyer vos réponses à Kevin Maynard, à l'adresse suivante, avant le 31 octobre : [kmaynard@supplychaincanada.org](mailto:kmaynard@supplychaincanada.org)

### **Développement d'un plan stratégique**

Les travaux de l'après-midi ont exigé davantage de délibérations de la part des participants.

Le facilitateur, John Allen a donné les grandes lignes qui ont servi de point de départ à la discussion. Comme les participants ne disposaient que de trois heures pour jeter les bases d'un plan stratégique, ils avaient beaucoup de points à considérer en peu de temps :

- les résultats attendus des efforts du Conseil et les indicateurs de rendement qui permettent de mesurer le succès obtenu à cet égard;
- les buts à court et à long terme;
- les priorités et les objectifs;
- comment savoir si le travail du Conseil produit des résultats et fait une différence au sein du secteur.

Les participants ont énuméré huit façons de mesurer la performance du Conseil. L'utilisation de ces indicateurs lui permettra d'évaluer la portée des efforts déployés dans le secteur. Les indicateurs choisis seront inclus dans le rapport de plan stratégique qui sera préparé par John Allen.

D'ici quelques années, le fait de voir une amélioration dans les domaines désignés par les participants nous confirmera que nos efforts réunis dans le Conseil portent fruit.